



CANADA

Débats du Sénat

2^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE • VOLUME 146 • NUMÉRO 2

LES FINANCES

La conjoncture économique

Question de

l'honorable Claudette Tardif

Le mardi 27 janvier 2009

LE SÉNAT

Le mardi 27 janvier 2009

LES FINANCES

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'honorable Claudette Tardif (leader adjoint de l'opposition) : Honorables sénateurs, ma question s'adresse au leader du gouvernement au Sénat. Depuis plusieurs jours, le gouvernement dévoile des éléments clés de son budget avant sa présentation officielle, qui aura lieu aujourd'hui. Ces actions, présentées par certains ministres en conférence de presse ou devant les médias, méprisent le rôle du Parlement et sapent la crédibilité du budget et du ministère des Finances.

Quand ce gouvernement arrêtera-t-il de courtiser l'opinion publique et de faire de la politique sur le dos de notre système parlementaire plutôt que d'avoir à cœur les intérêts et les besoins des Canadiens, surtout en temps de crise économique?

[Traduction]

Le sénateur LeBreton : Honorables sénateurs, voilà une question fort intéressante, parce qu'on a exhorté le gouvernement à tenir de vastes consultations auprès des Canadiens et de tous les intervenants de l'économie, des petites aux grandes entreprises, ainsi qu'auprès des provinces et des municipalités. Les ministres ont travaillé avec diligence, sauf pendant une brève période entre Noël et le Jour de l'An. Je crois qu'il s'agit des consultations les plus vastes et les plus complètes qu'aucun gouvernement n'ait jamais tenues auparavant — elles ont fait l'objet de réunions publiques ouvertes et transparentes.

Honorables sénateurs, les ministres qui ont parcouru le Canada au cours de la dernière semaine, pour s'occuper du portefeuille qui leur a été confié, ont simplement respecté l'obligation de faire preuve d'honnêteté et de transparence au sujet du plan de leurs ministères respectifs. Ils ont tenu des assemblées publiques ouvertes à tous — il va sans dire que les participants ont été nombreux. Les ministres ont fait le point, notamment sur la situation de l'industrie forestière, culturelle et touristique et ils ont dit à ces divers groupes à quoi ils pouvaient s'attendre dans le budget, suite aux consultations.

Le sénateur Comeau : Une bouffée d'air frais.

[Français]

Le sénateur Tardif : J'ai une question complémentaire. La consultation, c'est très bien, mais ces déclarations étaient au-delà de la consultation. Il s'agissait d'annonces officielles faites par des ministres. Par le passé, des actions de ce type auraient certainement été condamnées.

Il semble que le gouvernement soit plus préoccupé par la gestion médiatique que par la gestion économique.

Il y a à peine huit semaines, le gouvernement proclamait qu'il n'y avait pas de récession et qu'il n'y aurait pas de déficit. Or, nous sommes actuellement en pleine crise économique. Le gouvernement annonce maintenant qu'il y aura un déficit de 34 milliards de dollars cette année, et de 30 milliards de dollars l'année prochaine.

Le gouvernement a l'habitude de dire une chose et d'en faire une autre. Comment pouvons-nous alors avoir confiance en ce gouvernement?

• (1450)

[Traduction]

Le sénateur LeBreton : Je remercie madame le sénateur de sa question, mais il reste que nous parlons d'une mise à jour économique et que je ne peux être tenue responsable des attentes que les gens avaient placées dans une mise à jour économique. Le gouvernement prévoyait un excédent pour l'année en cours, pas un déficit. Voilà la situation.

En ce qui concerne les annonces faites par différents ministres, il a été abondamment démontré qu'aucun renseignement divulgué n'a affecté les marchés. Rien n'empêche un ministre de faire des annonces qui concernent son ministère, surtout lorsqu'elles découlent directement de consultations portant sur son propre portefeuille.